



NEWSLETTER

Veillez à la croissance de votre activité **HEBDO**



DES SIGNES ENCOURAGEANTS MAIS DES DÉFIS PERSISTANTS POUR LE FINANCEMENT DES ENTREPRISES POST-CRISE



DANS CE NUMÉRO

**ACTUALITÉ SUR L'ÉPARGNE
SALARIALE**

**PETITS COMMERCE : UN
PANORAMA EN DEMI-TEINTE**

LES MÉTIERS EN 2030

Le rapport « Le Financement des entreprises dans un contexte de crises » de l'Observatoire du financement des entreprises (OFE) de juin 2023 apporte un éclairage sur la situation des entreprises qui, après les périodes difficiles de la crise sanitaire, se trouvent plongées dans une crise énergétique et inflationniste. Ce rapport complète celui de 2021 dédié aux « Fonds propres des TPE et PME » et celui de 2022 sur les « Défis de l'investissement des entreprises et de son financement ».

Dans les grandes lignes, l'activité des entreprises s'est nettement redressée en 2021 et 2022, indique le rapport. Le chiffre d'affaires progresse en moyenne de 12,3 % en 2021 par rapport à 2020, après un recul de 7,3 % en 2020. Cette hausse concerne aussi bien les PME (+ 12,4 %) que les ETI (+ 10,0 %) et les Grandes entreprises (+ 14,1 %). Globalement, le chiffre d'affaires dépasse même son niveau d'avant-crise : + 2,9 % en 2021 par rapport à 2019.

Les besoins et anticipations de financement des entreprises s'inscrivent dans un contexte qui demeure marqué par les conséquences macroéconomiques de la guerre en Ukraine et qui se traduit pour l'économie française par un choc de prélèvement extérieur d'au moins 1,5 % du PIB. Mais, dans l'ensemble, les inquiétudes des chefs d'entreprise tendent à se résorber : la proportion d'entreprises qui s'attendent à un impact (faible ou fort) sur leur activité des trois prochains mois diminue régulièrement, à 29 % (35 % en novembre 2022).

Cela étant, tout n'est pas réglé et des inquiétudes demeurent pour les entreprises :

- l'augmentation des coûts et des prix ;
- les incertitudes sur la demande, en progression par rapport à la situation avant crise sanitaire, deviennent plus mordantes ;
- les difficultés d'accès au financement : le taux de difficulté d'accès au financement de l'investissement progresse sur le trimestre à 20 % (contre 15 % fin 2022 et 16 % en moyenne sur 2017-2019).
- les difficultés de recrutement, qui restent de loin la première préoccupation des chefs d'entreprise comme frein à l'activité.



Actualité sur l'épargne salariale

Un projet de loi, déposé à l'Assemblée nationale le 24 mai 2023, vise à transposer l'accord national interprofessionnel sur le partage de la valeur en entreprise. À partir du 1er janvier 2025, les entreprises de 11 à 49 salariés devront mettre en place au moins un dispositif de partage de la valeur dès lors qu'elles sont profitables. Il pourra s'agir d'un dispositif de participation ou d'intéressement ou d'un plan d'épargne salariale ou d'une prime de partage de la valeur. Les sommes attribuées peuvent, au choix du salarié, lui être versées directement ou être déposées sur des supports d'épargne salariale.

Petits commerces : un panorama en demi-teinte

Le Conseil d'analyse économique livre un rapport éclairant la situation du petit commerce en France au sens des commerces de détail (hors grandes surfaces), de l'artisanat de bouche, des bars et des restaurants et des services aux ménages. Si depuis la fin des années 2000, le nombre de petits commerces ne diminue pas en France, il régresse sur certains territoires, notamment ruraux, alors qu'il augmente en moyenne dans les banlieues

Les métiers en 2030

La datavisualisation, réalisée par France Stratégie et la Dares, sur les métiers en 2030 présente les perspectives d'emploi des différents métiers à l'horizon 2030. Elle permet de consulter des données chiffrées par métier, secteur d'activité et par région et de faire des comparaisons entre métiers. [Pour la consulter, c'est par ici.](#)